

Notes de lecture

OMC, LE POUVOIR INVISIBLE

Agnès Bertrand, Laurence Kalafidès
Editions Fayard

Opacité, autocratie... Le fonctionnement de l'OMC tel qu'il est décrit ici donne le frisson, surtout quand on ajoute que le but de cette organisation n'est pas la liberté du commerce entendue comme l'accès de tous à tous les biens et services mais la marchandisation totale de toutes les activités humaines... Un ouvrage essentiellement militant mais qui donne un éclairage cru sur une organisation puissante et mal connue.



LA BATAILLE DE SEATTLE SOCIÉTÉS CIVILES CONTRE MONDIALISATION MARCHANDE

Maude Barlow, Tony Clarke
Editions Fayard.

Les associations qui rassemblent les jeunes boudant les urnes sont les seules forces capables de s'opposer aux entreprises transnationales. Cet ouvrage très engagé décrit la mobilisation anti OMC d'une façon qui en étonnera peut-être un certain nombre. Prenons par exemple le paragraphe sur la manifestation de Nice le 6 décembre 2000 : *«C'était la plus grande manifestation internationale de protestation à ce jour. La France, l'Espagne et l'Italie avaient fourni les plus gros contingents de protestataires, souvent vêtus de pèlerines de plastique brillant et de casquettes de sport fournies par leurs syndicats et portant leur sigle (la CGT française, les Commissions de travailleurs espagnoles, la CGIL italienne). On y trouvait des ouvriers et des jeunes de tous les pays d'Europe et une délégation importante d'ATTAC, association française contre la mondialisation en passe de prendre une dimension planétaire. La confédération des syndicats européens, habituellement conservatrice, soutenait l'opération, et c'est elle qui s'était occupée de réserver des centaines de trains, de cars et d'avions pour acheminer les manifestants de toute l'Europe».*



LA VILLE À MILLE TEMPS

LES POLITIQUES DES TEMPS DE LA VILLE
EN FRANCE ET EN EUROPE

Jean-Yves Boulin, Ulrich Mückenberger
Editions de l'aube. 2002, 221 pages,
18 €.

Les politiques des temps de la ville ont émergé en Italie voici une quinzaine d'années à la demande des mouvements de femmes, appuyés par les organisations syndicales, dans un contexte d'arrivée des femmes sur le marché du travail et de désorganisation des services publics. Elles ont ensuite été généralisées par les politiques dans le cadre d'une loi en 2000 imposant à chaque ville de plus de 30 000 habitants la création d'un bureau des temps. Les auteurs constatent que leur diffusion en Europe, et notamment récemment en France (les villes pionnières étant Poitiers, Saint-Denis et Belfort), montre qu'elles apportent une réponse plus large aux mutations des temps sociaux et de la ville.

Parmi les mutations des temps sociaux, on citera le temps de travail qui tend à se réduire, à se flexibiliser et à s'individualiser à la faveur des actions syndicales et politiques (rôle important des 35 heures en France), des mutations du travail (économie de l'information et des services) et de la société (femmes conciliant pour la plupart vie professionnelle et vie familiale, individualisme accru...). Les mutations économiques et sociales affectent de même les temps de formation, de transport, de loisirs et la vie en famille... L'usine n'est plus le maître des horloges et on assiste à une désynchronisation des différents temps sociaux, des difficultés importantes de gestion du temps et d'accès aux services pour certaines catégories de population, mais aussi des conflits d'intérêts entre catégories de population. Un sondage récent réalisé auprès des Français et publié dans le rapport Hervé en 2001 sur le temps des villes indiquait ainsi trois publics principaux : les femmes avec enfants jonglant entre activités professionnelles et domestiques ; les diplômés du supérieur, et notamment les cadres, gros consommateurs de services et souhaitant une ville ouverte